

1. **Nom de famille:** VOLOLONIRINA
2. **Prénoms:** Aline Sandra
3. **Date de naissance:** 16 juin 1972
4. **Nationalité:** Malagasy
5. **État civil:** mariée
6. **Diplômes:**

Institution[Date de – à]	Diplôme(s) obtenu(s)
Ordre des Experts Comptables et Financiers de Madagascar (OECFM) [2013]	Diplôme d'Expertise Comptable et Financière (BAC+8)
Centre d'Etudes Financières, Economiques et Bancaires (CEFEB) - Marseille [2003]	Diplôme du CEFEB - option « Gestion de Projet de Développement »
IAE Paris I/Panthéon-Sorbonne [2003]	Diplôme de troisième cycle en Management
Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques de l'Université d'Antananarivo [1995]	Diplôme d'« Ingénierat en sciences agronomiques » Spécialisation « Agromanagement »

7. **Connaissances linguistiques :** Indiquer vos connaissances sur une échelle de 1 à 5 (1-excellent ; 5-connaissances base)

Langue	Lecture	Oral	Écrit
Malgache	1	1	1
Français	1	1	1
Anglais	1	2	1

8. **Appartenance à un organisme professionnel:**

- Ordre des Experts Comptables et Financiers de Madagascar (OECFM)
- Association Fédérative des Experts et Consultants de la Coopération Technique Internationale (membre du bureau de l'AFECTI-Océan Indien)

9. **Autres compétences:**

- A reçu des formations :
 - Théorie du changement, AFECTI-OI (La Réunion) – Avril 2018
 - Enneagramme, AFECTI-OI (La Réunion) – Avril 2017 et Avril 2018
 - Evaluation d'un Projet, AFECTI-OI (La Réunion) – Mars 2016
 - Risk Management, Manuel d'audit (Mazars Paris) - 2016
 - Audit des banques de détail par Mazars Paris (Madagascar) – Avril 2015
 - « Business Development » (Mazars Amsterdam) – 2015
 - Leadership (Mazars Paris) – 2014
 - Risk Management, Manuel d'audit (Mazars Afrique du Sud) – 2013, 2014 et 2015
 - « Conducting Non Federal Audits : Recipient and Agency contracted audits » - formation organisée par le Regional Inspector General (RIG) / Pretoria – USAID - Mars 2014
 - sur le Manuel d'audit Mazars – Paris – 2013
 - sur les « Mazars methodology ; ISAs and Audit risk approach ; auditsoft ; back to basis » - Novembre 2012
 - en code d'éthique et de déontologie ; gestion d'une mission organisées par l'OECFM en Juin 2011
 - sur le contrôle interne, l'analyse financière, la comptabilité analytique et les stocks auprès du Cabinet Mazars & Guérard – Paris – France-2000
 - English Certificate de l'English Teaching Program
- **Excellente maîtrise de la Suite Office (Word, Excel, Powerpoint)**

10. **Fonction actuelle:** Auditeur – Commissaire aux comptes - Consultant

11. **Années d'ancienneté auprès de l'employeur:** 21 ans en Cabinet Mazars jusqu'en Août 2017
Associée Gérante de la Société d'Expertise et de Conseil S RAYS depuis Décembre 2017

12. Qualifications principales:

- Plus de 20 ans d'expérience professionnelle en **audit organisationnel** et en **conseil en organisation** (dont renforcement de capacités) ainsi qu'en **audit financier**, en tant que Chef de mission
- Expérience approfondie en **audit de projets** financés par les bailleurs de fonds internationaux, notamment l'Union Européenne, la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement, l'Agence Française de Développement, l'USAID...
- Expérience avérée en **ingénierie financière** (due diligence financière, diagnostic financier, business plan...)
- Principaux travaux réalisés :
 - Audit financier et Contrôle (Projets, Sociétés, Crédits, Institutions financières)
 - Analyse des procédures et du système de contrôle interne
 - Evaluation de Projets
 - Evaluation du système de gestion des finances publiques
 - Audit institutionnel et organisationnel des organes/institutions chargés du contrôle des finances publiques
 - Appui au renforcement de capacités d'organes/institutions chargés du contrôle des finances publiques
 - Conseil en gestion et organisation, renforcement de capacités
 - Analyse/Evaluation de projet (évaluation systématique, étude d'opportunité et faisabilité)
 - Business Plan
 - Plan de redressement financier
 - Audit de gestion des sociétés d'Etat (Air Madagascar, JIRAMA)
 - Autres : Engineering financière, Elaboration de dossier de financement et d'agrément, Elaboration et suivi de plan de redressement financier, Diagnostic financier et commercial, Fusion de sociétés, Evaluation de projet, Audit financier et Contrôle (Etablissements de crédit, Industries et Services, Projets de développement...)
- Secteurs d'intervention :
 - Ministère des Finances et du Budget de Madagascar
 - Ministère de l'Economie et des Finances de Haïti
 - Ministère de la Justice de Madagascar
 - Ministère de l'Energie de Madagascar
 - Ministère de l'Agriculture de Madagascar
 - Ministère de l'Education Nationale de Madagascar
 - Ministère de la Santé de Madagascar
 - Ministère des Travaux Publics de Madagascar
 - Etablissements publics de Madagascar
 - Entités privées

13. Expérience particulière dans la région:

- Dans le cadre du financement de l'Union Européenne :

Pays	Date
Madagascar	Pendant plus de 20 ans

Pays	2017 - 2018
Haïti	Programme d'Appui Budgétaire à la Construction de l'Etat haïtien - Appui institutionnel au Renforcement de l'Etat haïtien dans le cadre du State Building Contract (SBC)

Pays	Date de 2006 à 2009
Maurice	- Regional Program for the Sustainable Management of the Coastal Zones of the Countries of the Indian Ocean (9.ACP.RSA.016) Program estimate N°2 (RECOMAP) - Regional Information and Communications Technologies Support Program (9.ACP.RSA.016) Program estimate N°2 (RICTSP) – FED
Seychelles	Regional Tuna Tagging Program – Program estimate N°3 (RTTP) - FED
Comores	Projet de Mise en place de six micro-réseaux photovoltaïque en zone rurale de l'île de Mohéli
Djibouti	Inter Gouvernemental Authority on Development (IGAD)

▪ **Autres :**

Pays	
Madagascar	Depuis 1996
Haïti	- Projet de Réhabilitation d'Urgence des Institutions et des Infrastructures - PRU2I / Banque Mondiale (2018)
Maurice	- Projet Veille Sanitaire Océan Indien / AFD (2015, 2016)
Comores	- Projet de Redressement du Secteur Electricité – PRSE / Banque Mondiale (2016) - Programme de Renforcement du Système de Santé /GAVI (Comores) (2015) - Union des Comités de l'Eau de Mohéli/ Projet d'Adduction en Eau Potable de la péninsule de Djandro / AFD (2015) - Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles (PRCI-I) / BAD (2013-2015) - Projet de Renforcement des Capacités Institutionnelles (PRCI-II) / BAD (2016) - PNUD sous modalité NIM (Comores) (2009-2015) - Madji na Mwendje ya komor (MA-MWE) (2012-2014) - Projet d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement (PAEPA) / BAD (2012-2014) - Projet d'engagement communautaire pour le développement durable (PECDD) / AFD (2010-2013) - Projet de Renforcement et de Diversification des Filières Agricoles aux Comores (PREDIVAC) / AFD (2007-2012) - Projet d'Appui au Secteur de la Santé aux Comores (PASCO)-Comores / AFD (2009-2011) - Agences des Nations Unies (PNUD, FNUAP ET UNICEF) (Comores) (2008 et 2011) - Centre commercial Comores– UWEZO / AFD (2009) - Central d'Achat des Produits Agricoles Comores (CAPAC) / AFD (2009) - PNUD sous modalité NEX (Comores) (2006-2008) - PNUD Projet AMIE (Comores) (2008) - Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Comores (MECKS) (2002-2004) - Mini-Zone Industrielle de MAVUNA (2001) - TELECOM COMORES (2009, 2012 – 2014)
Rwanda	Aide et Action – Programmes / AFD (1999)
Tanzanie	Aide et Action – Programmes / AFD (1999)

14. Expérience professionnelle:

Réf.	Description	Lieu	Position	Société et personne de référence ¹ (nom & coordonnées de contact)	De – à (Date)
1	<p>Mission d'Appui à la Direction de l'Inspection du Trésor – Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique auprès du Ministère de l'Economie et des Finances en Haïti dans le cadre du Projet de Réhabilitation d'Urgence des Institutions et des Infrastructures - PRU2I financé par la Banque Mondiale (don: IDA H-812-HA) : Amélioration des procédures et mécanismes de contrôle interne dans le cadre de l'activité de contrôle physique des fonctionnaires de l'Etat relative à l'assainissement de la base de données de gestion de la solde du Ministère de L'Economie et des Finances en Haïti</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Revue du paiement direct spécifique de la solde <ul style="list-style-type: none"> ➢ Analyser la méthodologie appliquée au cours des interventions antérieures de la Direction de l'Inspection du Trésor (Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique). ➢ Assister au paiement direct spécifique effectué par le Groupe de contrôle² mis en place dans le cadre du Projet PRU2I au cours d'une descente au Département du Nord (Cap Haïtien) – Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP). ➢ Analyser et émettre des commentaires sur le processus du paiement direct. ▪ Diagnostic des dispositifs de contrôle interne en place autour des processus de la paie <ul style="list-style-type: none"> ➢ Analyser les procédures suivies par les différents acteurs de la paie : DRH des Institutions, Direction de la Solde auprès de la Direction Générale du Budget – Ministère de l'Economie et des Finances, Direction de l'Inspection du Trésor auprès de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique – Ministère de l'Economie et des Finances. ➢ Analyser le circuit des informations et identifier les contrôles-clés dans les dispositifs de contrôle interne des processus de la paie. ➢ Identifier les lacunes, les faiblesses et les dysfonctionnements relatifs aux procédures en place. ▪ Formulation de recommandations <ul style="list-style-type: none"> ➢ Emettre des recommandations en vue d'améliorer l'organisation du paiement direct de la solde. ➢ Formaliser les procédures de paiement direct de la solde. ➢ Emettre des recommandations en vue de renforcer les contrôles sur les processus de la paie ▪ Proposition d'un Plan d'actions tenant compte des recommandations et perspectives, en vue, d'une part, d'améliorer les procédures et mécanismes de contrôle interne dans le cadre de l'activité de contrôle physique des fonctionnaires de l'Etat relative à l'assainissement de la base de données de gestion de la solde et, d'autre part, d'assurer la durabilité des résultats des contrôles 	Haïti	Consultant court terme	<p>Michel Patrick BOISVERT Directeur Général – Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) en Haïti boisvertmp@yahoo.com</p> <p>Jean Bouco JEAN JACQUES Directeur Général Adjoint, chargé de la Réforme du Trésor – Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) - MEF jjjbouco@yahoo.fr</p> <p>Marylise Buly PIERRE CHARLES Assistant Directeur - Direction de l'Inspection du Trésor – DGTCP - MEF marlysep200@yahoo.fr</p> <p>Charles CADET Coordonnateur - Commission des Réformes des Finances Publiques et de Gouvernance Economique (CRFP-GE) cadet_charles@yahoo.fr</p>	Mai - Juin 2018

¹ Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contacter les personnes de référence. Si vous avez une quelconque objection à cet égard, veuillez la formuler et fournir une justification.

² Constitué par la Direction de l'Inspection du Trésor (Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique), la Direction des Ressources Humaines du Ministère de l'Economie et des Finances et du Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP), l'Unité du système d'information du MENFP et de l'Office de Management et des Ressources Humaines (OMRH), la Direction de la Solde (Direction Générale du Budget) et l'équipe de l'Unité de Coordination des Projets (Banque Mondiale – UCP)

Réf.	Description	Lieu	Position	Société et personne de référence ³ (nom & coordonnées de contact)	De – à (Date)
1	<p>Assistance technique pour l'Appui institutionnel au Renforcement de l'Etat haïtien dans le cadre du Programme d'Appui Budgétaire « State Building Contract » financé par l'Union Européenne : Appui au renforcement des capacités opérationnelles et professionnelles de l'Inspection Générale des Finances (IGF) de l'État haïtien</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Etablissement d'un programme de formation, découlant des résultats attendus du plan et de la charte de formation de l'IGF, et identification des coaches pour accompagner la formation action des cadres de l'IGF <ul style="list-style-type: none"> ➢ Identifier des thèmes et des modules de formation dont bénéficiera l'ensemble des cadres de l'IGF. ➢ Préparer des TDRs pour le recrutement des formateurs. ➢ Identifier des institutions à l'étranger pouvant accueillir une mission de formation de courte durée. ➢ Créer un bassin des formateurs parmi les inspecteurs de l'IGF. ➢ Développer des modules de formation avec les formateurs sélectionnés. ▪ Réalisation des séances de formation de formateurs et de coaching <ul style="list-style-type: none"> ➢ Animer des ateliers de formation des formateurs. ➢ Réaliser des séances de coaching "sur le terrain" pour suivre et assister les inspecteurs de l'IGF dans l'accomplissement de leurs missions prioritaires. ➢ Planifier un voyage d'études ▪ Standardisation des mécanismes d'audit par le développement des outils méthodologiques pertinents (d'audit, de contrôle interne...) et leurs pilotages dans le cadre d'une formation-action pour les Inspecteurs de l'IGF <ul style="list-style-type: none"> ➢ Examiner et valider des guides d'intervention disponibles à l'IGF. ➢ Emettre des recommandations en vue d'améliorer les guides d'intervention à l'usage des inspecteurs de l'IGF. ➢ Animer des ateliers de formation à l'usage des guides d'intervention <p>L'assistance technique est assurée par des Experts internationaux et nationaux intervenant à long terme ou à court terme.</p>	Haïti	Consultant court terme	<p>Romero LATRY Directeur Général par interim de l'Inspection Générale des Finances – Ministère de l'Economie et des Finances en Haïti rolatry@gmail.com, rolatry@yahoo.com</p> <p>Sylvie CONDE Chef d'équipe de l'Assistance technique au Programme « State building Contract 1 – SBC1 » en Haïti - financement Union Européenne asylvieconde@gmail.com</p> <p>Abdoulaye DIENG Expert Principal en « Finances Publiques » de l'Assistance technique au Programme « State building Contract 1 – SBC1 » en Haïti - financement Union Européenne layedieng1@yahoo.fr</p> <p>Maarten VERGAUWEN Délégation de l'Union Européenne en Haïti Maarten.VERGAUWEN@eeas.europa.eu</p>	Novembre 2017- Février 2018

³ Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contacter les personnes de référence. Si vous avez une quelconque objection à cet égard, veuillez la formuler et fournir une justification.

Réf.	Description	Lieu	Position	Société et personne de référence ⁴ (nom & coordonnées de contact)	De – à (Date)
1	<p>Assistance technique au Projet « Ny Fanjakàna Ho an'ny Daholobe » (NFD) ou « L'Administration au service de Tous » financé par l'Union Européenne</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Création d'un cadre d'orientation : <ul style="list-style-type: none"> ➢ Etat des lieux de l'existant ➢ Analyse des données ➢ Identification de la problématique / pistes de solution ▪ Fixation d'une orientation : Elaboration de plans d'intervention concrète (pour chacune des 15 activités, conjointement avec COS/ PREA) ▪ Organisation de la mise en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> ➢ Introduction effective des systèmes de gestion travaillés ➢ Réalisation des mesures de renforcement ➢ Coaching ▪ Contrôle et adaptation ▪ Approbation et continuation de la mesure introduite ou adaptation <p>L'assistance technique est assurée par des Experts internationaux et nationaux et dotée d'une équipe de « back stopping » assurant le suivi des travaux des Experts et de la mise en œuvre du Projet.</p>	Madagascar	Equipe de backstopping	<p>Federica Petrucci Section Gouvernance, économie, secteurs sociaux, commerce et société civile - Appui à l'administration, Société civile, Genre, Justice Délégation de l'Union Européenne à Madagascar Federica.PETRUCCI@eeas.europa.eu</p> <p>Sabine Boeltken, Michaela Pawliczek Gopa (Chef de file) Sabine.Boeltken@gopa.de Michaela.Pawliczek@gopa.de</p> <p>David Rabenoro Cabinet Mazars (membre du Consortium) rabenorodavid@yahoo.fr</p>	2015-Août 2017

⁴ Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contacter les personnes de référence. Si vous avez une quelconque objection à cet égard, veuillez la formuler et fournir une justification.

Réf.	Description	Lieu	Position	Société et personne de référence ⁵ (nom & coordonnées de contact)	De – à (Date)
2	<p>Vérification des dépenses de trois contrats de subvention conclus entre l'Union Européenne et les Communes des régions d'Analamanga, Atsimo andrefana et Analanjirifo :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Vérification du respect des termes et conditions du contrat de subvention ▪ Vérification du respect des règles de comptabilité et de tenue des comptes ▪ Vérification du Rapport financier (vérification par rapport au budget du contrat de subvention, vérification de l'éligibilité des dépenses – justification, réalité, période, budget...) ▪ Vérification du respect de la législation applicable ▪ Vérification de la conformité aux règles de marché public <p>.... (interventions semestrielles)</p>	Madagascar	Chef de mission	<p>Délégation de l'Union Européenne à Madagascar :</p> <p>Anna Cichocka, Chef de section Gouvernance, Economie, Commerce et Secteurs sociaux Anna.CICHOCKA@eeas.europa.eu</p> <p>Josiane Debecker, Nathalie Oustrain Assistant – Section Finances, Contrats et Audits Tél : +261 22 424 16 josiane.debecker@eeas.europa.eu Nathalie.OUSTRAIN@eeas.europa.eu</p> <p>Fara Robson Section Gouvernance, économie, secteurs sociaux, commerce et société civile - Education, Santé, Décentralisation Fara.ROBSON@eeas.europa.eu</p>	2015, 2016 et 2017
3	<p>Audit technique et de gestion du programme de constructions scolaires du Projet d'Appui d'Urgence à l'Education pour Tous (PAUET) – financement Banque Mondiale</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Identification des éléments d'appréciation techniques nécessaires pour alimenter la « stratégie de construction scolaire » notamment <ul style="list-style-type: none"> ✓ sur la conduite des opérations confiées aux parties prenantes (Associations communautaires - FEEFI, Agences Fiduciaires, Partenaires Relais, Maîtres d'œuvre) ✓ sur les résultats obtenus en termes de qualité, d'efficacité et d'économie des ouvrages réalisés dans le cadre du programme de construction ▪ Appréciation de l'efficacité des mesures prises en matière de sauvegarde environnementale et sociale et l'efficacité de leur mise en œuvre ▪ Evaluation des coûts unitaires des différents sous-projets : <ul style="list-style-type: none"> ✓ par type de construction (salle de classe, sanitaires, point d'eau), ✓ par type d'activité (construction, mobilier, supervision technique, gestion du programme), <p>L'objectif est de fournir au Gouvernement des éléments d'appréciation sur le « coût/efficacité » du programme.</p> ▪ Identification et proposition des orientations pour la conception de projets futurs dans le domaine de la construction scolaire. 	Madagascar	Chef de mission	<p>Felamboahangy RATSIMISSETRA Coordonnatrice de l'Unité d'Appui Technique à l'Education Pour Tous (UAT-EPT) Ministère de l'Education Nationale felamboahangy.ratsimisetra@uat-ept.mg</p> <p>Hervé RABAKOSON Responsable des Constructions Scolaires - UAT-EPT hrabakoson@uat-ept.mg</p>	Juillet à Août 2017

⁵ Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contacter les personnes de référence. Si vous avez une quelconque objection à cet égard, veuillez la formuler et fournir une justification.

Réf.	Description	Lieu	Position	Société et personne de référence ⁶ (nom & coordonnées de contact)	De – à (Date)
4	<p>Audit des comptes pour les exercices 2014, 2015, 2016 du Projet d'Appui d'Urgence à l'Education pour Tous (PAUET) – financement Banque Mondiale</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Emission d'une opinion professionnelle sur : <ul style="list-style-type: none"> • les états financiers du Projet arrêtés aux 31 décembre 2014, 2015 et 2016 ; • la conformité de l'exécution du Projet aux termes de l'Accord de don et aux instructions et directives de la Banque Mondiale ; ▪ Vérification des Relevés des dépenses (RDD) de la période sous revue, les mouvements et le solde du Compte désigné du Projet arrêté aux 31 décembre 2014, 2015 et 2016 et ▪ Revue de l'efficacité de la structure du système de contrôle interne 	Madagascar	Chef de mission	<p>Felamboahangy RATSIMISETRA Coordonnatrice de l'Unité d'Appui Technique à l'Education Pour Tous (UAT-EPT) Ministère de l'Education Nationale felamboahangy.ratsimisetra@uat-ept.mg</p> <p>Eric Andriambelo Auditeur interne - UAT-EPT eandriambelo@uat-ept.mg</p>	Mars à Mai 2015, 2016, 2017
5	<p>Vérification des dépenses du Devis Programme N°1 du Programme d'appui à la société civile de Madagascar (DINIKA) – financement Union Européenne</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Vérification du respect des termes et conditions du contrat de subvention ▪ Vérification du respect des règles de comptabilité et de tenue des comptes ▪ Vérification du Rapport financier (vérification par rapport au budget du contrat de subvention, vérification de l'éligibilité des dépenses – justification, réalité, période, budget...) ▪ Vérification du respect de la législation applicable ▪ Vérification de la conformité aux règles de marché public ... 	Madagascar	Chef de mission	<p>Délégation de l'Union Européenne à Madagascar</p> <p>Federica Petrucci Section Gouvernance, économie, secteurs sociaux, commerce et société civile - Appui à l'administration, Société civile, Genre, Justice Federica.PETRUCCI@eeas.europa.eu</p> <p>Josiane Debecker, Nathalie Oustrain Assistant – Section Finances, Contrats et Audits Tél : +261 22 424 16 josiane.debecker@eeas.europa.eu Nathalie.OUSTRAIN@eeas.europa.eu</p> <p>Rachid Karroum Coordonnateur Programme DINIKA – Appui à la société civile karroum.r@gmail.com</p>	2016

⁶ Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contacter les personnes de référence. Si vous avez une quelconque objection à cet égard, veuillez la formuler et fournir une justification.

Réf.	Description	Lieu	Position	Société et personne de référence ⁷ (nom & coordonnées de contact)	De – à (Date)
6	<p>Vérification des dépenses dans le cadre d'un contrat de subvention - Actions extérieures de l'Union européenne « Mise en place de six micro-réseaux photovoltaïque en zone rurale de l'Île de Mohéli, Union des Comores »</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Vérification du respect des termes et conditions du contrat de subvention ▪ Vérification du respect des règles de comptabilité et de tenue des comptes ▪ Vérification du Rapport financier (vérification par rapport au budget du contrat de subvention, vérification de l'éligibilité des dépenses – justification, réalité, période, budget...) ▪ Vérification du respect de la législation applicable ▪ Vérification de la conformité aux règles de marché public <p>...</p>	Comores	Chef de mission	<p>Délégation de l'Union Européenne aux Comores</p> <p>BONNESCUELLE DE LESPINOIS Marie Ange Yasmine Claire Marie-Ange-Yasmine-Claire.BONNESCUELLE-DE-LESPINOIS@eeas.europa.eu</p>	2014-2016
7	<p>Analyse de la situation financière des entreprises d'Etat Ma-Mwe, EDA et SCH et de leurs passifs éventuels sur le budget central des Comores :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ évaluation de la situation budgétaire et système de gestion des finances publiques (GFP) des institutions ainsi que de l'ensemble de la chaîne de valeur dans le secteur de l'énergie ▪ compréhension claire de la situation financière des entreprises SCH, Ma-Mwe, EDA et de leur impact potentiel sur le budget central (passifs éventuels) ▪ formulation des recommandations politiques priorisées sur la façon de restructurer le financement de subventions de manière transparente ▪ évaluation claire du cadre réglementaire et contractuel qui sous-tend les opérations financières des entreprises d'Etat en matière d'énergie <p>(mission réalisée dans le cadre de la Composante 2 du Projet de Redressement du Secteur Electricité – PRSE – Financement Banque Mondiale)</p>	Comores	Chef de mission	<p>Soilihi Mohamed Directeur Général de Ma-Mwe somomed111@gmail.com</p> <p>Said Mohamed Nassur Responsable de la composante 2 PRSE goussam@yahoo.fr</p> <p>Moussa Mohamed Soilihi Responsable passation des marchés madisoilihi@yahoo.fr</p>	Août à Décembre 2016

⁷ Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contacter les personnes de référence. Si vous avez une quelconque objection à cet égard, veuillez la formuler et fournir une justification.

Réf.	Description	Lieu	Position	Société et personne de référence ⁸ (nom & coordonnées de contact)	De – à (Date)
8	<p>Evaluation des capacités organisationnelles de type NUPAS (Non-US Pre-Award Survey) d'ONG locales souhaitant obtenir du financement direct de l'USAID :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ évaluation des capacités organisationnelles à l'aide de la méthodologie et des outils NUPAS et ainsi identifier et décrire les forces et les faiblesses de l'entité dans chacun des domaines examinés (structure légale, gestion financière et systèmes de contrôle interne, système d'achat et passation de marché, système de gestion des ressources humaines, gestion de la performance de projet, pérennité de l'organisation, autres éléments complémentaires tels que la gestion des équipements, la gestion des antennes régionales, le partage des coûts et la conformité aux exigences associées aux octrois de fonds) ▪ évaluation des risques auxquels le bailleur de fonds et l'ONG elle-même seraient exposés dans le contexte d'une subvention directe de l'USAID. Les risques évalués sont ceux associés à la conformité vis-à-vis des exigences et ceux associés aux aspects opérationnels ; ▪ formulation des recommandations pertinentes sur l'état d'avancement et le niveau de préparation (readiness) de l'organisation à gérer avec succès une subvention de l'USAID ; ▪ formulation des recommandations sur les voies et moyens à mettre en œuvre pour améliorer la performance de l'ONG et réduire les risques dans les domaines ayant les plus grands besoins (le cas échéant). <p>Coordination d'une équipe pluridisciplinaire</p>	Madagascar	Chef de mission	<p>Management Sciences for Health (MSH) :</p> <p>Lalah Rambeloson Project Director - USAID Mikolo lrambeloson@mikolo.org</p> <p>Alain Joyal Country Portfolio Director ajoyal@msh.org</p> <p>Riana Rakotoharifetra Grants Manager - USAID Mikolo Project rakotoharifetra@msh.org</p>	Septembre à Octobre 2016
9	<p>Evaluation du Programme Environnemental, phase III financé par la Banque Mondiale :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyse des relations institutionnelles, des synergies développées et mises en œuvre autant avec les partenaires publics que privés qu'avec les autres projets ▪ Analyse des facteurs ayant influencé l'exécution du projet autant du côté du Gouvernement de Madagascar que du côté de la Banque mondiale, principal bailleur de fonds ▪ Evaluation de la performance du Programme : pertinence, efficacité, efficience ▪ Analyse des résultats de l'étude d'impacts du Programme ▪ Evaluation de la performance des partenaires (Gouvernement, Bailleurs, Unité de coordination, Unités d'exécution telles que la Direction Générale des Forêts - DGF, la Direction Générale de l'Environnement - DGE, l'Office National pour l'Environnement - ONE, l'Observatoire National de l'Environnement et du Secteur Forestier - ONESF, la Fondation pour les Aires protégées et la Biodiversité de Madagascar - FAPBM, Madagascar National Parks - MNP pour la gestion de 30 aires protégées, Conservation International - CI pour la gestion des nouvelles aires protégées, Wildlife Conservation Society - WCS pour la gestion de Corridor forestier ▪ Evaluation de la durabilité du Programme ▪ Formulation des leçons tirées et recommandations nécessaires pour la réalisation d'un Programme Environnemental de même envergure, sur : <ul style="list-style-type: none"> ➢ le cadre juridique et institutionnel ➢ le cadre organisationnel ➢ la viabilité financière. <p>Coordination d'une équipe pluridisciplinaire</p>	Madagascar	Chef de mission	<p>Banque Mondiale</p> <p>Giovanni Ruta Chargé de projet Environnement - gruta@worldbank.org Std.: +261 20 22 560 00</p> <p>Guy Razafindralambo Coordonnateur UCPE +261 34 49 558 00 razafindralambo.guy@gmail.com</p> <p>M. Charles Rakotondrainibe Directeur des Opérations UCPE +261 32 07 244 88 charl_rainibe@yahoo.fr</p>	Novembre à Décembre 2015

⁸ Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contacter les personnes de référence. Si vous avez une quelconque objection à cet égard, veuillez la formuler et fournir une justification.

Réf.	Description	Lieu	Position	Société et personne de référence ⁹ (nom & coordonnées de contact)	De – à (Date)
10	<p>Audit institutionnel et organisationnel participatif des organes chargés du contrôle des finances publiques et du suivi judiciaire des infractions constatées des organes de contrôles (Cour des Comptes, Conseil de Discipline Budgétaire et Financière, Direction Générale du Contrôle Financier, Commission Nationale des Marchés, Direction Générale de l'Inspection Générale d'Etat – IGE, Direction Générale de l'Inspection Générale des Finances – IGF, Direction Générale de l'Audit Interne, Direction de la Brigade des Investigations Financières et de l'Audit, Tribunaux Financiers, Tribunaux Administratifs, Conseil d'Etat, Bureau Indépendant Anti-Corruption, Service des Renseignements Financiers, Chaîne Pénale Economique Anti-corruption)</p> <p>La mission s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'efficacité et de l'intégrité de l'administration publique en vue de l'amélioration de la qualité des services publics rendus, au bénéfice de la stabilité et de la croissance inclusive. Il s'agit de rationaliser le dispositif de contrôle des finances publiques et de renforcer les poursuites judiciaires des infractions constatées, l'exécution des sanctions et le recouvrement des avoirs illégitimes mais aussi d'assurer l'application des recommandations formulées par les organes de contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Diagnostic et évaluation des documents disponibles et des entretiens avec des responsables de chaque entité ▪ Recommandations sur les mesures directement réalisables sans mobilisation de ressources financières notables et les premiers renforcements de capacités des organes de contrôle en vue de les rendre plus efficaces et efficaces sur le plan opérationnel. ▪ Elaboration du calendrier de mise en œuvre des recommandations décrivant les actions à entreprendre, les échéances : court terme, moyen et long terme et les entités responsables de la mise en œuvre. <p>Financement Union Européenne</p>	Madagascar	Assistant au Chef de mission	<p><i>Boanary Raveloarijaona</i>, Président de la Cour des Comptes Président du Conseil de Discipline Budgétaire et Financière (CDBF) pcdbf@yahoo.fr</p> <p><i>Balsama Andriantseho</i>, Coordonnateur Général du Programme de Réformes pour l'Efficacité de l'Administration (PREA) b.andriantseho@gmail.com</p> <p><i>David Rabenoro</i>, Partner auprès de Mazars Fivoarana rabenorodavid@yahoo.fr</p>	Septembre à Octobre 2015
11	<p>Evaluation ex-post du Projet RECCO financé par l'Union Européenne :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Documentation, visites sur terrain de 05 Communes Rurales et 11 Fokontany : examen des ouvrages, entretiens avec les Maires, Chefs Fokontany et Fokonolona, des Associations des Usagers de l'Eau (focus group) ▪ Evaluation du degré d'appropriation du projet par les groupes cibles ▪ Vérification de l'existence et la fonctionnalité d'un système de contrôle interne permettant d'assurer la viabilité financière de l'Action ▪ Vérification de l'opérationnalité d'un mécanisme assurant l'entretien des infrastructures et leur remplacement/réhabilitation à court et moyen terme ▪ Vérification de l'effectivité de la prise en compte des besoins et des intérêts spécifiques des femmes et des hommes ▪ Evaluation de la contribution du projet à l'atténuation des inégalités liées au genre à moyen et à long terme <p>Coordination d'une équipe pluridisciplinaire</p>	Madagascar	Chef de mission	<p>Délégation de l'Union Européenne à Madagascar :</p> <p><i>Sahondra RANAIVOSON</i> Chargée de programmes Société Civile Section Gouvernance, Economie, Commerce et Secteurs Sociaux</p> <p><i>Josiane Debecker</i> Assistant – Section Finances, Contrats et Audits Tél : +261 22 424 16 josiane.debecker@ees.europa.eu</p>	Novembre 2014 à Septembre 2015

⁹ Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contacter les personnes de référence. Si vous avez une quelconque objection à cet égard, veuillez la formuler et fournir une justification.

Réf.	Description	Lieu	Position	Société et personne de référence ¹⁰ (nom & coordonnées de contact)	De – à (Date)
12	<p>Diagnostic de l'organisation et élaboration d'un manuel de procédures administrative, comptable et financière, suivi trimestriel de la mise en œuvre pour le compte de SALFA (ONG œuvrant dans le secteur santé)</p> <p>La mission consiste à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ L'appréciation de l'organisation, des procédures et du système de contrôle interne <ul style="list-style-type: none"> - Mise à jour de la connaissance de l'entité - Diagnostic de l'existant - Proposition de recommandations ▪ L'examen et validation du Business Plan établi par SALFA <ul style="list-style-type: none"> - Schéma de développement - Projections financières ▪ La revue trimestrielle des procédures mises en œuvre <p>Financement Global Health Ministries (GHM)</p>	Madagascar	Consultant – Expert en organisation	<p>Sampan'Asa Loterana momba ny Fahasalamana (SALFA)</p> <p>Tel : (261) 20 22 286 52 R.P Jules Pochard, Andohalo – Antananarivo 101</p> <p>Révérend Tim Iverson, Ex-ecutive Director de Global Health Ministries (GHM) timiversonghm@gmail.com</p> <p>Andry Ranaivoson, GHM ranaivoson.andry@gmail.com</p>	Octobre 2011- Novembre 2014
13	<p>Audit stratégique et organisationnel de la Société de l'Eau et de l'Electricité des Comores qui est un Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial :</p> <p>Analyse rétrospective des aspects juridiques et institutionnels, organisationnel, commercial, technique, financier et comptable ; recommandation opérationnelle concernant la viabilité technique, financière et organisationnelle, proposition de schémas organisationnels et institutionnels alternatifs, élaboration de plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations</p> <p>Projet d'Alimentation en Eau Potable (PAEPA) financé par la Banque Africaine de Développement (BAD)</p>	Comores	Assistant du Chef de Mission	<p>Ministère de la Production, de l'Environnement, de l'Energie, de l'Industrie et de l'Artisanat</p> <ul style="list-style-type: none"> o Ali Mohamed Soilihi – Secrétaire Général (+269 75 00 01) 	2012 – 2013
14	<p>Evaluation de la capacité de gestion financière de 35 partenaires d'exécution des Agences des Nations Unies (PNUD, FNUAP ET UNICEF) avec recommandations sur le dispositif de contrôle interne</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyse de la situation actuelle des partenaires d'exécution ; ▪ Evaluation des risques et formulation des recommandations relatives aux différentes faiblesses, lacunes et dysfonctionnement constatés. 	Comores	Consultant – Expert en organisation	<p>Opia Mensah Kumah Représentant résident du PNUD :</p> <p>Ali Issimail Coordonateur du Projet ali.ismael@undp.org</p>	Décembre 2011 à février 2012
15	<p>Audit financier de la société nationale de transport aérien AIR MADAGASCAR :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ revue de procédures administratives, budgétaires, comptables et financières ; ▪ évaluation de système de contrôle interne ; ▪ audit des comptes. 	Madagascar	Auditeur financier	<p>Heriniaina Razafimahefa Président du Conseil d'Administration Air Madagascar 31 Avenue de l'indépendance Analakely - Antananarivo</p>	2008/2009

¹⁰ Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contacter les personnes de référence. Si vous avez une quelconque objection à cet égard, veuillez la formuler et fournir une justification.

Réf.	Description	Lieu	Position	Société et personne de référence ¹¹ (nom & coordonnées de contact)	De – à (Date)
16	<p>Evaluation de la capacité de gestion financière de 50 partenaires d'exécution des Agences des Nations Unies (PNUD, FNUAP ET UNICEF) avec recommandations sur le dispositif de contrôle interne</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyse de la situation actuelle des partenaires d'exécution ; ▪ Evaluation des risques et formulation des recommandations relatives aux différentes faiblesses, lacunes et dysfonctionnement constatés. 	Comores	Consultant – Expert en organisation	<p><i>Opia Mensah Kumah</i> Représentant résident du PNUD :</p> <p><i>Ali Issimail</i> Coordonateur du Projet ali.ismael@undp.org</p>	Mai à juin 2008
17	<p>Diagnostic et élaboration d'une stratégie de privatisation de la Société Nationale des Télécommunications ou Comores Télécom (CT) ainsi que de la Société Comorienne des Hydrocarbures (SCH).</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Organisation de la mission basée sur trois axes majeurs de travail ▪ Préparation de la transaction ▪ Mise en œuvre de la privatisation ▪ Clôture de la transaction ▪ Etablissement d'un tableau schématique des activités et restitution des travaux de l'auditeur 	Comores	Consultant en finances	Responsable de Projet Société Financier	2008
18	<p>Elaboration d'un document de projet dans le cadre de la mise en place d'un Service de Renseignement Financier à Madagascar (SAMIFIN) – financement sur Fonds Norvégiens : élaboration de projets de textes et d'un business plan</p>	Madagascar	Consultant – Expert en Business plan	<p>Comité pour la Sauvegarde de l'Intégrité (CSI)</p> <p><i>Bakolalao Ramanandraibe Ranaivoharivony</i>, Présidente</p> <p><i>Général Herilanto Raveloharison</i></p>	2007
19	<p>Evaluation de l'Office National de l'Environnement (ONE) en vue de la mise en place d'un financement d'un programme JARIALA – USAID : évaluation de la capacité juridique, organisationnelle et financière, ainsi que des procédures de l'ONE ; Analyse du budget du nouveau contrat proposé par l'ONE</p>	Madagascar	Consultant – Expert en Evaluation, organisation et finances	<p><i>Jennifer Rabesahala</i>, Directeur Administratif et Financier de JARIALA</p> <p><i>Claire Johnson</i> – Financial Management Officer - USAID</p>	2007
20	<p>Audit financier de l'établissement public « CENTRE NATIONAL ANTI-ACRIDIEN » : audit des comptes et revue des procédures administratives, comptables et financières</p>	Madagascar	Chef de Mission Adjoint	<i>Augustin Herindranovona</i> Directeur	2006-2007

¹¹ Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contacter les personnes de référence. Si vous avez une quelconque objection à cet égard, veuillez la formuler et fournir une justification.

Réf.	Description	Lieu	Position	Société et personne de référence ¹² (nom & coordonnées de contact)	De – à (Date)
21	Assistance à l'étude et mise en œuvre des recommandations pour la réforme et la modernisation des finances publiques , l'amélioration de la gestion et de l' efficacité des dépenses publiques , le renforcement de la capacité de contrôle des organes et institutions d'inspection ou de contrôle de l'Etat (Cour des Comptes, inspection Générale de l'Etat, Contrôle Financier) ainsi que des structures de contrôle des marchés publics (Cellule Organes de Contrôle) Financement IPPTE – Comité de Réflexion et de Réforme des Organes de Contrôle de l'Etat (CRROC) Ayant participé à la Module liée aux « Manuels des procédures »	Madagascar	Assistant du Chef de Modules	Ministère des Finances et du Budget M. Benjamin Andriamparany Radavidson – Ministre M. Alexandre Randriana-solo - Secrétaire General (+261.34.01.152.43) M. Boanary Raveloarijaona – Président Cour des Comptes (+261.32.07.852.19)	2000 - 2006
22	Evaluation et audit institutionnel de l'InterGovernmental Authority for Development (IGAD) : aspect institutionnel/gouvernance, organisationnel, financier , procédures, système d'information, gestion de projet, dans le cadre de la mise en place d'un financement additionnel de la Commission Européenne	Djibouti	Consultant – Expert en Evaluation, organisation et finances	InterGovernmental Authority for Development (IGAD) Coordonnateur (+253-21354050)	Février à Avril 2006
23	Diagnostic et mise en œuvre d'un Partenariat Public/Privé pour la modernisation de la Compagnie nationale d'eau et de l'électricité de Madagascar JIRAMA : analyse des différents aspects : juridique, organisationnel, financier, technique ; identification du schéma adéquat du désengagement de l'Etat	Madagascar	Assistant du Chef de Mission	Ministère de l'Energie Rodolphe Ramanantsoa – Directeur Général	2005-2006
24	Audit financier de l'établissement public « PAOSITRA MALAGASY » : audit des comptes et revue des procédures administratives, comptables et financières	Madagascar	Auditeur	Martial Ranaivosoa – Directeur Général	2000-2005
25	Audit de gestion de la Société nationale des transports aériens (AIR MADAGASCAR) : audit des différents aspects : organisationnel et institutionnel, financier, technique, commercial, juridique ; préparation d'un business plan Audit des comptes, diagnostic financier, élaboration d'un business plan, rédaction des rapports d'étapes et des rapports finaux	Madagascar	Consultant en finances	Conseil d'Administration Heriniaina Razafimahefa , Président du Conseil d'Administration	2004
26	Mise en place d'un manuel des procédures administrative, budgétaire, comptable et financière de GSDM – AFD <ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyse de l'existant ▪ Elaboration des manuels de procédures (gestion budgétaire, de passation des marchés, des immobilisations, des ressources humaines, de la trésorerie ; système comptable) ▪ Formation du personnel au contenu, à l'utilisation et à la mise à jour des manuels de procédures 	Madagascar	Consultant en organisation	Alain Rakotomavo Responsable Administratif et financier Ambatoroka Antananarivo	

¹² Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contacter les personnes de référence. Si vous avez une quelconque objection à cet égard, veuillez la formuler et fournir une justification.

Réf.	Description	Lieu	Position	Société et personne de référence ¹³ (nom & coordonnées de contact)	De – à (Date)
27	<p>Diagnostic de l'organisation et élaboration d'un manuel de procédures administrative, comptable et financière de l'Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêts Publics d'Antananarivo (AGETIPA)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyse de l'existant ▪ Elaboration des manuels de procédures (gestion budgétaire, de passation des marchés, des immobilisations, des ressources humaines, de la trésorerie ; système comptable) ▪ Formation du personnel au contenu, à l'utilisation et à la mise à jour des manuels de procédures 	Madagascar	Consultant – Expert en organisation	Direction Générale de l'AGETIPA	1998
28	<p>Diagnostic de l'organisation et élaboration d'un manuel de procédures administrative, comptable et financière de l'Association Nationale pour la Gestion des Aires Protégées (ANGAP)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyse de l'existant ▪ Elaboration des manuels de procédures (gestion budgétaire, de passation des marchés, des immobilisations, des ressources humaines, de la trésorerie ; système comptable) ▪ Formation du personnel au contenu, à l'utilisation et à la mise à jour des manuels de procédures 	Madagascar	Consultant – Expert en organisation	Direction Générale de l'ANGAP Ambatobe Antananarivo 101	1997/1998
29	Evaluation des ressources humaines dans le cadre du rachat de la BFV – Société Générale (BFV-SG)	Madagascar	Consultant – Expert en organisation	Direction Générale de BFV Rue Rabehevitra Antaninarenina Antananarivo	1997/1998
30	<p>Audit financier de divers entités privées, publiques et projets financés par les Bailleurs de fonds internationaux (Union Européenne, Banque Mondiale, Système des Nations-Unies, Agence Française de Développement, KFW ...)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ revue de procédures administratives, budgétaires, comptables et financières ; ▪ revue des procédures de passation des marchés ; ▪ évaluation de système de contrôle interne ; ▪ audit des comptes. 	Madagascar, Maurice, Seychelles, Mayotte, Comores	Auditeur financier	Coordonateurs de Projets Directeurs généraux de sociétés	1996 à ce jour

¹³ Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de contacter les personnes de référence. Si vous avez une quelconque objection à cet égard, veuillez la formuler et fournir une justification.